



"Nous faisons tous les frais d'une réforme du lycée mal préparée"

Répondant à un texte de proviseurs parisiens qui appelaient à la fin des blocages des établissements scolaires, un collectif de plus de trois cents professeurs leur reproche, dans une tribune au « Monde », de ne pas en nommer la cause: une réforme des lycées « imposée dans la précipitation ». Tribune. Dans son numéro daté du mardi 28 janvier, Le Monde a publié un appel, « Halte aux blocages dans les écoles », signé par une cinquantaine de chefs d'établissements parisiens. Il faut, d'emblée, relever une ambiguïté dans ce texte. Celui-ci commence par mettre sur le même plan les « blocages des écoles, des collèges et des lycées » et ne dit jamais explicitement que la plupart des blocages en France en ce moment concernent les lycées, ni que l'objet de la contestation d'une large partie des enseignants porte sur la mise en place des fameuses « E3C » (épreuves communes de contrôle continu).

Sans doute est-il trop risqué, de la part du personnel de direction, de nommer les choses de la sorte ; il n'empêche que reconnaître, comme le font ces chefs d'établissement, que « depuis quelque temps, les tensions ne cessent de croître et se manifestent par des actions de blocage de plus en plus agressives et dangereuses [...] devant de nombreux lycées », c'est déjà faire preuve de lucidité face à un ministre qui persiste à dire que tout va bien. Cependant, ces tensions étaient prévisibles et, avant d'enjoindre la cessation de ces blocages, il faudrait en comprendre l'origine.

Personne, là-haut, n'a écouté

La réforme du lycée a été menée au pas de charge et imposée dans la précipitation. Les E3C, qui sont sous le feu des critiques en ce moment, sont un produit de la politique de l'« en même temps » qui se révèle, dans ce cas précis, particulièrement paradoxale : peut-on qualifier de « contrôle continu » des épreuves anticipées ? En même temps, peut-on qualifier d'« épreuves anticipées » ces épreuves qui se font à partir de sujets choisis et corrigés localement et, partant, dans des conditions qui ne sont pas celles d'un examen national ?

Tous les problèmes liés à ces E3C viennent de ce paradoxe que personne, au ministère, n'a voulu voir et que, pourtant, celles et ceux qui connaissent bien le monde de l'enseignement secondaire n'ont cessé de pointer du doigt.

On demandait de l'écoute. Personne, là-haut, n'a écouté. Tout allait bien. Alors même que les signaux d'alerte se multipliaient. L'ouverture repoussée, tardive, de la banque nationale des sujets ; la découverte, quand elle a été accessible, de sujets trop difficiles, ou non conformes : ne pouvait-on pas arrêter la machine à ce moment-là ? Non, on a continué. L'injonction de scanner les copies, la correction sur écran : avait-on vraiment besoin de cela ? Ne pouvait-on pas employer ce temps autrement ? La fuite des sujets sur les réseaux sociaux : n'était-ce pas prévisible ?

Au lieu de reconnaître ces dysfonctionnements et d'ouvrir enfin le dialogue avec le monde de l'enseignement secondaire, le ministre a fait la sourde oreille. Et les résultats sont là, aujourd'hui. Quand les chefs d'établissements parisiens disent qu'ils « dialoguent pour convaincre », de quoi parlent-ils ? S'il s'agit d'affirmer leur attachement aux « valeurs de la république », qu'ils se rassurent, nous y sommes attachés autant qu'ils disent l'être : « farouchement ».

Résultat désastreux

Mais dialoguer n'est pas seulement convaincre : c'est aussi écouter et, le cas échéant, être convaincu. Or le problème est bien le suivant : cette réforme n'est pas convaincante. Elle partait sans doute d'une bonne intention, encore aurait-il fallu mieux expliquer (dialoguer, en somme), et le résultat en est désastreux.

Des élèves perdus dans le choix de « spécialités », dont ils ne savent pas encore mesurer les effets sur la poursuite de leur formation post-bac (déjà bien aléatoire, à cause de Parcoursup) ; une évaluation permanente, qui ne laisse plus le temps au temps de l'apprentissage ; un état de stress

et de fatigue permanent. Ce dernier point réunit tout le monde : élèves, personnel enseignant et personnel non enseignant.

Était-ce cela, la « simplification » du baccalauréat ? Les chefs d'établissements qui appellent à « cesser les blocages » sont-ils vraiment sûrs que les « triplettes » et les « doublettes » de spécialités, la mise en place des épreuves communes de contrôle continu aient simplifié les choses ? Sont-ils plus sereins qu'avant ? Y a-t-il plus de confiance, puisque c'est un mot cher à notre ministre, dans leurs établissements ? Si c'était le cas, ils n'auraient pas écrit leur tribune.

Quand ils évoquent le risque que « ceux qui ont des parents aisés pourront toujours s'offrir des cours de rattrapage ou quitter l'école publique », nous ne pouvons que confirmer cette crainte : si rien n'est fait maintenant, les élèves fragiles aujourd'hui seront encore plus démunis demain.

Un groupe dirigeant sourd

Par ailleurs, l'ensemble de la réforme instaure de toute évidence une distinction encore plus grande entre les lycées, au prix de la destruction du baccalauréat comme diplôme national et équivalent pour tous les élèves du pays.

Ils déplorent la division des équipes « entre les jusqu'au-boutistes et ceux qui sont épuisés de ne plus exercer leur métier » : qu'ils sachent que la fatigue est bien partagée et que les enseignants épuisés de ne plus exercer leur métier sont ceux-là mêmes qui sont dans la rue aujourd'hui.

Est-ce possible que, la situation étant ce qu'elle est, leur seul recours soit l'application de « sanctions », voire le « recours aux forces de l'ordre » ? Pourquoi reproduire à l'échelle d'un établissement la fracture entre un groupe dirigeant sourd et un corps professionnel qui ne cesse de les alerter ?

Nous, enseignants signataires de ce texte, souhaitons que l'espace de dialogue que ce journal [Le Monde] a ouvert puisse s'élargir. Il faut nommer les choses : nous faisons tous les frais de cette réforme, parce qu'elle est mal préparée. N'ayons pas peur de le dire et, ensemble, sollicitons le dialogue avec notre ministre. Il y a urgence !

Les quinze premiers signataires : Anne Barroy-Manzano, professeure d'éducation physique et sportive (EPS) ; Emeline Côme, professeure de sciences économiques et sociales (SES) ; Yoan Fontaine, professeur de lettres ; Judith Fontanillas, professeure d'allemand ; Jean-Louis Fournel, professeur des universités ; Isabelle Grauf, professeure d'allemand ; Amélie Jauvinien, professeure de physique-chimie ; Sophie Laigle, professeure d'anglais ; Laurent Le Bars, professeur d'histoire-géographie ; Jean-Lou Le Her, professeur d'arts plastiques ; Mohamed Mimoune, professeur d'espagnol ; Cécile Nicco, professeure de philosophie ; Germano Pallini, professeur d'italien ; Elise Picherot, professeure de mathématiques ; Valérie Riboulet, professeure d'histoire-géographie.

La liste complète des signataires est disponible en cliquant sur ce lien.

Collectif